



**Communiqué des présidentes et présidents d'instances du Comité national de la recherche scientifique à la suite des déclarations de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sur la chaîne C-News le 14 février dernier.**

Le 18 février 2021

Nous avons pris connaissance avec une très grande préoccupation des propos tenus par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation lors de l'émission *Repères* sur la chaîne C-News le 14 février dernier.

La ministre y a repris à son compte les propos d'un journal de la presse nationale affirmant que « l'islamogauchisme gangrène l'université » et a indiqué son intention de « demander notamment au CNRS de faire une enquête sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'Université de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève justement du militantisme, ce qui relève de l'opinion ».

Ces propos s'inscrivent dans une continuité inquiétante. En juin 2020, le chef de l'État lui-même avait cru utile d'évoquer les « ambivalences » des discours racisés ou sur l'intersectionnalité et était allé jusqu'à dire que « le monde universitaire a été coupable. Il a encouragé l'ethnisation de la question sociale en pensant que c'était un bon filon. Or, le débouché ne peut être que sécessionniste. Cela revient à casser la République en deux » (*Le Monde* du 10 juin 2020). En octobre, le ministre de l'Éducation nationale a dénoncé « les ravages de l'islamo-gauchisme à l'université » (*Europe 1*, 22 octobre 2020). Et fin novembre, deux parlementaires Les Républicains (Damien Abad et Julien Aubert) ont demandé l'ouverture d'une mission d'information de l'Assemblée nationale sur « les dérives idéologiques dans les milieux universitaires ».

Nous, présidentes et présidents des instances du Comité national de la recherche scientifique, condamnons avec la plus grande fermeté ces déclarations qui vont à l'encontre du principe constitutionnel de garantie des libertés académiques et dénonçons, comme l'a fait la direction du CNRS dans un communiqué rendu public le 17 février, la « regrettable instrumentalisation de la science » à l'œuvre dans le débat politique en cours.

Signataires :

- La présidente du conseil scientifique du CNRS
- Les présidentes et présidents des conseils scientifiques des instituts du CNRS
- Les présidentes et présidents des sections et commissions interdisciplinaires du comité national de la recherche scientifique